L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau, No 73 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI 3 MAI 1878.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Bulletin Météorologique.—On nous annonce pour aujourd'hui : Temps plus frais, vent du sud tournant au nord, hausse barométrique.

Température, 2 mai 1878.

Termometre de C. DUHAMEL, Opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 h. du matin.....	64	18
Midi.....	78	26
3 P. M.....	80	27
6 P. M.....	78	26

Voyageurs arrivés dans les principaux hôtels.—CITY HOTEL.—J W Griffin, Moss Point; Albert Bayles, Baltimore; W C Thompson, Lne; Wm Brink, Cleveland, O; L Scheuer, N O; J W Nicol, Iberville, Lne; Mrs J K Denison, Lne; S J Nunger, Tibbits, Miss; Frank Guiteau, Chicago; Z B Graves et femme; M A Keith, Selma Ala; W H Wadsworth, St-Louis; C S Kouns, rivière; J F Gillespie, Pine Bluff, Robt Fitzpatrick, Pittsburgh, Pie; H A Simmons, Philadelphie; Jno W Suttin, do; A S Norsen, Tibbie, Miss; J C Andrews, ville; C W Willis et femme, Lne; A B Spur, jne, Brooklyn, N Y; Thomas Forbes, ville; D S Mason, Ills, James Wilson, Ohio; H H Hall, San Antonio; S R Gay, Bayou Tèche; Mrs J Dickens, Miss; Mrs S A Hart, do.

Théâtre.—Plus que quatre représentations à l'Académie de Musique, en comptant la matinée de demain. Ce soir, le beau drame, traduit de l'allemand, intitulé *Lorle* ou l'*Artiste et le Paysan*, pour le bénéfice de miss Katie Putnam qui représentera "Lorle" en ajoutant au rôle des chansons et des danses; les autres caractères par les membres de la compagnie. Samedi soir, *Lena the Madcap* et dimanche quatre pièces pour le dernier spectable de la saison.

Ville contre Banque.—Les plaidoiries dans cette affaire, devant la Cinquième Cour, ont commencé mercredi. M. Blanc a parlé pendant plusieurs heures pendant lesquelles il a eu pour thèse de prouver que l'Agent Fiscal était obligé, à ses risques et périls, d'aller au delà de l'ordre des officiers présents, et de vérifier, par lui-même, si l'*état* préparé, était légal et si l'appréciation des Bons prescrite par ces officiers au paiement de la dette, pour la police métropolitaine, était autorisée par l'acte de 1869. Le Blanc a admis que l'agent fiscal avait émis les Bons suivant cet état, d'après les instructions des officiers mentionnés dans le statut, mais que comme la ville n'avait été bénéficiée que jusqu'à concurrence d'environ $550,000, par le retrait de mandats de police, la ville était fondée à se plaindre de cette application de bons par l'agent fiscal et à réclamer d'elle et du trésorier, pleine indemnité. Il a repoussé toutes théories de ratifications par la ville ou ses officiers, sont par le paiement des intérêts sur les Bons, sont par la conversion de ces Bons en Bons à prime, sont par la défense de paiement faite par la ville, lorsqu'elle fut poursuivie par le Bureau de police. Il a conclu en demandant, néanmoins, un jugement en faveur de la ville pour la face des Bons et vingt-cinq années d'intérêts.

L'honorable juge Voorhies a ensuite pris la parole et a répondu à l'attaque faite par la ville contre Mr Dubuclet qui a reçu les Bons émis par l'agent fiscal d'après les instructions, fondées sur la loi, de la ville et des officiers spécialement désignés. Il a été bref, mais à la question.

A cinq heures, la Cour s'est ajournée. La cour avant ordonné qu'un dîner fut servi aux jurés, aux frais du procès, ces messieurs se sont retirés pour rejoindre leurs foyers.

Les jurés étant rentrés à 7 heures, les plaidoiries ont continué.

Mr Bermudez, représentant l'agent fiscal a alors pris la parole. Il a expliqué un jury la nature de la demande et de la défense, la leur faisant savoir, en la prescrivant sous la forme d'un dialogue, entre la ville et l'agent fiscal. Il a fait voir que la loi conférait à certains officiers le pouvoir et le droit de *décider*, à quelles dettes de la ville, les Bons devaient être appliqués; que cette question n'avait été jugée par eux, d'une manière définitive et l'ordre péremptoire voulu par la loi ayant été lancé par eux, à l'agent fiscal, il était, suivant les termes mêmes de la loi, "*in privity*" de l'agent fiscal et se conformer à cet ordre. Il a cité nombre d'autorités pour établir cette théorie légale, tant de notre jurisprudence, que de celle des pays de droit commun. L'argument en lui même était concluant.

L'avocat adjoint s'étant référé au refus de l'agent fiscal d'acquitter les $612,000 qui appartiennent aux fonds McDonogh et Fink, Mr Bermudez a fait ressortir que, dans ce cas, la loi *défendait* à l'agent fiscal de disposer de ces Bons, lui enjoignant de les conserver en nature, tandis que, relativement aux Bons pour les $805,000, la loi *commandait péremptoirement* à l'agent fiscal de les émettre suivant l'ordre des officiers municipaux.

Il a ensuite établi, la distinction entre les corporations municipales et les individus et a fait voir que les deux peuvent ratifier des actes irréguliers, pourvu quant aux corporations, qu'elles agissent dans la sphère des pouvoirs qui leur ont été délégués. Il a énuméré les différentes ratifications de l'émission de ces Bons, par la ville, par ses officiers autorisés, et même *par l'Etat*, qui les a comptés, alors que passant la loi des Bons à prime, il a déclaré que la dette municipale s'élevait à $23,000,000.

Mr Bermudez, comme dernier moyen a fait valoir la prescription, de *un* et de *cinq* ans, que s'était chez actions en dommages et les demandes en nullité ou rescision d'actes.

Il a fait aussi ressortir les circonstances apparemment malveillantes, entourant l'institution du procès et a conclu en déclarant qu'un verdict en faveur de l'agent fiscal ne serait que justice.

Cette plaidoierie, très éloquente, prononcée avec méthode et énergie, a pleinement revendiqué les droits de l'agent fiscal et, bien qu'elle ait duré près de cinq heures, a été écoutée par le juri, et les assistants, avec une attention et un intérêt soutenus.

Le jury a alors décidé, qu'il entendrait le dernier plaidoyer.

M. Jones a clos les débats, repassant les questions déjà présentées par M. Blanc et s'appliquant particulièrement à établir que l'agent fiscal aurait dû refuser l'émission des Bons, mais ayant pris sur lui, de le faire à ses risques, il en est responsable.

La Cour a ensuite donné sa charge aux jurés, leur disant tout d'abord, qu'ils ne sont pas juges de la loi, mais qu'ils sont tenus de se conformer à ce que la Cour leur dit être la loi.

La demande et la défense ont soumis des charges additionnelles.

Le juri s'est alors retiré. Il a passé la nuit en consultation. Hier à midi, M. Aldige, suivant consentement préalable, a obtenu la permission de se retirer. La Cour l'a remplacé par M. R. Carey Sr. Le juri s'est ensuite retiré. Il a reparu en Cour à trois heures pour se faire instruire du pouvoir de la Cour suprême sur le verdict qu'il pourrait rendre.

Il lui a été accordé jusqu'à dix heures pour pouvoir rendre un verdict en pleine cour et, après cette heure, de rendre un verdict scellé, qu'ils présenteront ce matin en pleine cour, pour assister à la lecture du verdict.

Verdict du Juri.—Le juri s'étant accordé avant 10 heures, le shérif a dépêché un exprès pour en informer le juge et les avocats. A 10 heures et quart, le juge et les avocats étant présents, la Cour s'est ouverte. Le chef du juri Carey a annoncé que le juri s'était accordé et avait rendu un verdict conforme aux instructions du juge.

Le verdict alors a été présenté par le chef au juge qui l'a lu et relu avec émotion. Il l'a passé ensuite au greffier qui l'a lu à haute voix, ainsi qu'il suit :

"Nous, le juri, trouvons verdict contre la Banque du Sud et Antoine Dubuclet pour la somme de $84,323 84."

Motion a été faite alors par l'avocat de ville que le verdict fut reçu et jugement rendu en conséquence. L'avocat de la banque s'y est opposé, ne voulant pas être considéré comme y acquiescant, et a demandé le *polling* du Juri, ce qui a eu lieu.

Le juge a rendu jugement séance tenante.

Ensuite il a fait observer au juri qu'il avait omis de passer sur la demande contre M. Layton et leur a ordonné de le faire. La salle alors a été évacuée et le juri a reconsidéré. Les portes étant ouvertes de nouveau, le juge, les avocats et les officiers de cour sont rentrés et le chef du juri a rendu un verdict verbal que le juge n'a pas voulu recevoir, exigeant qu'il fut écrit. Les portes ont été refermées et le verdict, étant écrit, a été lu et signé par le chef du juri. Le verdict est de cent cinquante piastres, ce qui équivaut aux frais.

Ce verdict fera époque dans les annales municipales.

Erratum.—Dans notre compte-rendu des régattes données mercredi dernier au bayou St-Jean par le club Louisiana, il s'est glissé une inexactitude que nous nous empressons de corriger. C'est M. H. C. Fourtes qui a gagné la course en single scull wherries et non M. S. Escoffey jne, comme nous l'avions annoncé.

Plantation d'arbres.—La municipalité avait fait une allocation de $1,200 pour plantation d'arbres dans nos avenues et places publiques, surtout en remplacement d'arbres morts, et 1,600, dit-on, avaient été plantés par des jardiniers entrepreneurs. Le moment de payer le bill étant venu, plusieurs membres du Conseil de Ville se sont formés en comité d'inspection afin de reconnaître le travail fait avant de le payer. Or, qu'a-t-on trouvé? On a trouvé de nouveaux morts à la place des anciens. Dans la rue des Remparts, par exemple, sur 110 arbres plantés, 5 seulement vivent et 2 sur ces 5 seront morts avant un mois. Sur les 370 arbres plantés rue du Canal, il n'y en a que 24 qui soient encore vivants.

On a déjà payé $580 sur ces diverses plantations, et comme on le voit, cette somme est entièrement perdue. Faut-il payer le reste? Telle est la question.

Il est connu que les arbres viennent mal quand ils sont plantés à la même place et dans le même trou ou d'autres ont vécu. La courte vie des derniers peut-être attribuée à cela. Ce qu'il faut savoir, c'est si les entrepreneurs jardiniers ont mis en terre des plants réellement vivaces. Dans ce cas, ils ont droit à toute l'allocation, car ils ne sont pas responsables de l'échec.

Une explosion de bouilloire.—Hier matin, sur les 10 heures et demie, le tuyau supérieur d'une bouilloire de locomotive à cinq tuyaux a fait explosion dans la cour de l'atelier de charpente et de construction de M. Peter Ross, au coin des rues Washington et Prytanée. La bouilloire était placée en arrière de l'atelier et était employée dans le but de produire la vapeur pour les machines, à 15 pieds de distance. Au moment de l'explosion, Edward Shanbough, allemand, âgé de 18 ans, apprenti demeurant rue Melpomène, entre les rues Liberté et Howard, se tenait devant la bouilloire, raleutissant la machine. A six pieds de lui, à sa droite, était le chauffeur, Chas Bell, et à quelques pieds, devant le premier, M. Ross et trois ou quatre de ses employés essayaient de mettre une large bande sur la poulie.

Les fondations de la bouilloire sous la boite à feu ont été démolies et les débris jetés dans toutes les directions par la force de l'explosion, la vapeur échandant Edward Shanburg au dos. Le Dr Brewer, appelé à lui donner des soins a dit que ses blessures ne sont pas dangereuses et qu'il en sera remis dans peu de jours.

Les chauffeurs, M. Ross et ses employés ont failli périr, les débris et fragments volant autour d'eux dans toutes les directions. S'ils eussent été plus près de la bouilloire, ils eussent été échandés à mort, attendu que la vapeur s'est échappée tout d'un coup en volumes considérables.

Le chauffeur et M. Ross disent que la chaudiere était remplie d'eau aux deux tiers et qu'on allait en laisser échapper quand l'explosion a eu lieu. Ils disent encore que la chaudière était bonne. Au moment de l'explosion il y avait entre soixante et soixante-dix livres de pression au pouce.

Liquidation.—Le Bureau de liquidation a converti $230,000 en bons de l'association des Planteurs, à la condition de subrogation en faveur de l'Etat. Quant aux bons présentés par Mr Manning, l'avocat-général Ogden donne le conseil d'en faire attester la validité par les cours de justice avant de les convertir.

Sauvé du Bayou.—Mercredi à 9 heures et demie du soir, le jeune A. E. Lafroque, membre du Boat Club de la Louisiane, qui descendait le talus du club pour porter une crême à la glace à une jeune dame, a glissé et est tombé dans le bayou. Son pied se trouvant pris dans les racines, M. Lafroque n'a pas pu se relever tout de suite, mais M. Théodore Gaudet, qui avait vu l'accident, s'est approché autant que possible de l'endroit où le jeune homme était tombé et lui a saisi le bras au moment où il paraissait sous l'eau, de l'eau pour la seconde fois. Il l'a tiré ensuite à terre avec l'assistance d'autres messieurs, et a sauvé ainsi M. Lafroque qui avait perdu connaissance étant resté sous l'eau près de trois minutes. Avant repris ses sens et s'étant procuré des vêtements secs, il a pu retourner chez lui, et nous avons eu le plaisir de le revoir hier soir entièrement remis de sa mésaventure.

Les emigrants polonais.—MM. W. P. Frèret, Vogel et Toel ont eu une consultation jeudi matin avec les émigrants de Lagouaya sur les propositions faites par les planteurs de la paroisse Ste-Marie, ces propositions sont tout-à-fait bonnes, les émigrants qui éprouvent beaucoup de difficulté à échanger leurs idées au moyen de la langue allemande, ne paraissent pas comprendre nettement la situation et hésitent à accepter ce qui leur est offert. Le père Wickebrosky, passeur de l'église catholique polonaise dans le Troisième District, a été appelé pour servir d'interprète et de médiateur tout à la fois, et l'on espère que ses conseils auront quelque poids sur ses compatriotes. S'il réussit, les immigrants seront immédiatement transférés dans la paroisse de Ste-Marie.

Bégnites au Nouveau Lac.—Le Club de canotiers St-Jean a suivi l'exemple du club Louisiana en donnant hier après-midi des régattes au nouveau lac. Favorisée par une température des plus agréables, la fête a obtenu un succès qui a pleinement répondu à l'attente de ses ordonateurs, car tout ce que la Nouvelle-Orléans compte de monde élégant s'y trouvait.

Les vainqueurs des trois premières courses ont été MM. R. G. Musgrove, Gustave Soniat, T. C. Dugan et F. R. Violett.

La quatrième course pour gigs à quatre avirons a été gagnée par MM. Frank Fenner, E. C. Fenner, F. S. Volckmann et R. S. Day.

La dernière course, celle sur laquelle le plus grand nombre de paris avaient été engagés, a été gagnée par le canot "John Glynn Jr.," dont l'équipage se composait de MM. Jos. H. Baylis, F. Claiborne, R. S. Musgrove et Jno. Connolly.

Aussitôt que les juges ont annoncé le résultat des joutes, les vainqueurs se sont rendus dans la salle principale du *Boat-House* et ont reçu des mains de leur digne président, le colonel John Glynn Jr, les prix qui leur revenaient. Terpsichore qui s'était rendue à l'invitation des galants canotiers s'est alors chargée de présider à la fête, et, en moins de temps qu'il ne faut pour l'écrire, la vaste salle décorée avec goût de drapeaux et de fleurs s'est trouvée comme par enchantement transformée en véritable salle de bal. Les danseurs se sont prolongées jusqu'à une heure fort avancée de la nuit, et les intrépides valseurs, bravant la chaleur excessive, n'y fussent ils vrés d'un attirage sans le sifflet de la locomotive les rappelant à la triste réalité qu'il fallait se soustraire au charme de la Muse.

Bureau de Santé.—Le Bureau de Santé a siégé hier soir. Les Drs Choppin, Jones, Austin, Tancy, Albrecht, Loeber et M. Hardee étaient présents. Le Dr Choppin occupait le fauteuil.

Le président a été autorisé à liquider, à recevoir que les finances du Bureau le lui permettent, la dette contractée envers M. Davies pour travaux exécutés à la station de la quarantaine du Mississippi.

En parlant de la loi de quarantaine nationale proposée par le sénateur Gordon et qui vient d'être adoptée, un des membres a signalé à l'attention de ses collègues la clause qui fait un devoir aux consuls américains d'avertir les bureaux de quarantaine des Etats de l'existence de la fièvre jaune dans les ports où ils représentent le pays. Cette clause est dûe à la suggestion du Dr Choppin.

Le Dr Loeber a fait au Bureau un rapport sur le bateau construit pour la station de la quarantaine du Mississippi-batean qui, de l'avis du docteur, est si loin de ce qu'il devrait être qu'il faut le renvoyer au constructeur, à New-York. Le rapport a été adopté.

Une lettre de Mr Jackson, président de la compagnie du gaz et de la fabrique d'ammoniaque, a invité le Bureau à venir examiner les perfectionnements qui ont été introduits dans l'établissement depuis les plaintes portées au Bureau. Le Dr Albrecht a dit que les plaintes des personnes du voisinage ne sont pas fondées. Mr Jackson maintient, dans sa communication, que les émanations qui ont excité le mécontentement comme étant nuisibles à la santé, ne sont certainement pas plus désagréables et nuisibles que celles des lieux d'aisances de certains hôtels. L'invitation a été acceptée; les Drs Albrecht, Tancy et Loeber ont été chargés d'aller examiner les changements.

L'inspecteur des huiles de charbon a annoncé qu'il a jaugé, dans le mois d'Avril 1281 barils et 1220 "cans" en fer-blanc. Le nombre de gallons de plus de 125 degrés a été de 26,353 1/2; celui de gallons de moins de 125 degrés a été de 59,355 1/2. Les émoluments forment une somme de $194.

Le Dr Herrick a été réélu, à l'unanimité des voix, jaugeur et inspecteur des huiles de charbon. Le Bureau l'a autorisé à se désigner un aide.

Le Dr. Choppin a annoncé que l'état sanitaire de la ville est très satisfaisant. Le nombre de cas de petite vérole n'a été que de 47 dans le mois, et quatre personnes seulement ont succombé, la semaine dernière, au fléau. Le conseil de ville a autorisé le choix du terrain sur lequel doit être construit l'hôpital destiné à recevoir les personnes atteintes de la petite vérole.

Le secrétaire a lu les rapports des inspecteurs de Santé pour le mois d'avril.

L'état sanitaire du premier district est satisfaisant. Le contracteur a négligé les rues du premier et du deuxième *wards*; la rue Dryades est fort sale. Il y a eu dix-sept cas de petite vérole; 11 des malades ont été guéris et 4 sont morts. Les marchés sont propres. Les demandes de vaccin ont été peu nombreuses. Il n'est pas arrivé de navires dans les limites du district.

Dans le deuxième district, il y a eu quelques cas de fièvres de printemps; aucun d'eux n'a été grave. Les cas de petite vérole diminuent, mais lentement. Le Dr Landry consacre la plus grande partie de son rapport aux plaintes venues de tous les quartiers de la ville,—plaintes qui se font entendre de temps immémorial—au sujet de l'odeur insupportable qu'exhalent les poissons qui se débitent au marché. Il recommande, entre autres choses, l'usage constant de l'eau pour les rigoles qui entourent le marché, l'emploi d'une charette recouverte dans laquelle les marchands de poissons et de crevettes seraient tenus de vider les immondices.

Dans le troisième district, il y a beaucoup de fièvres de marais. La petite vérole, qui y a sévi durant tout l'hiver, a rapidement diminué depuis les premières chaleurs. Il y a eu, dans le mois, 23 cas; 6 des personnes atteintes sont mortes, 8 ont été guéries et 9 sont en traitement. Le Dr Bezou appelle l'attention du Bureau sur la salubrité des rues et des rigoles; elles n'ont pas été dans un pareil état depuis longtemps; les étoyens et la police s'en plaignent constamment. Le système de nettoyage des ruisseaux est très imparfait et devrait être le sujet d'une enquête de la part des autorités. Le docteur signale aussi à l'attention du Bureau l'habitude qu'on a de combler les trous des rues à l'aide d'immondices vidées dans des caisses dédosées le long des ruisseaux. Le nombre d'hommes chargés de nettoyer les rues est insuffisant.

L'état sanitaire du quatrième district n'a pas été aussi satisfaisant que le mois dernier. Il y a eu beaucoup de fièvres, causées par le changement de temps. Neuf personnes ont été atteintes de la picote; il n'y a que deux cas actuellement. L'inspecteur se plaint de la saleté des ruisseaux de la rue Ste-Marie, entre St-Charles et Prytanée; de la rue St-André, entre Carondelet et Dryades; de la rue Colisée, entre St-André et Joséphine; de la rue Seconde, entre Carondelet et Constance; de la rue Huitième, entre Colisée et Prytanée.

L'inspecteur du cinquième district n'a pas adressé de rapport au Bureau.

L'inspecteur du sixième district n'a pas constaté de maladies contagieuses dans cette partie de la ville. Les rues et les ruisseaux sont très propres.

Dans le septième district, l'état sanitaire est satisfaisant. Les rues et les ruisseaux sont assez propres et on ne s'en est pas plaint. Il n'y a pas eu un cas de petite vérole ou d'autres maladies contagieuses.

Le président a été chargé de transmettre à l'administrateur du commerce le rapport du Dr Landry.

Le secrétaire a lu une lettre de Mr Hall, consul-général des Etats-Unis—lettre qui porte la date du avril et annonce au Dr Choppin qu'il n'y a pas eu de cas de fièvre jaune ni dans la ville ni dans le port depuis le 15 mars, date de la mort de l'hon. Mr Leonard, qui a succombé au fléau. La communication du fonctionnaire est en réponse à celle que lui avait adressée le Dr Choppin.

Une résolution du Dr Landry recommandant aux autorités de faire nettoyer le dessous des ponts en fer—particulièrement ceux de la rue des Magasins—a été adoptée.

Sur la proposition du Dr Tancy, le gouverneur a été prié de lancer une proclamation déclarant infectées les ports de la zône où la fièvre jaune sévit ordinairement à cette époque-ci de l'année.

Le Dr Choppin a annoncé qu'il est convenu entre lui et les présidents des lignes de "towboats" qui font le service entre l'embouchure du fleuve et la Nouvelle-Orléans que les bateaux qui remorqueront des navires arrivés de ports infectés s'arrêteront à la quarantaine; que d'autres "towboats" remorqueront ces navires jusqu'à la Nouvelle-Orléans. Il y aura donc désormais deux lignes.

Le Bureau a décidé que la station de quarantaine de l'Atchafalaya et celle des Rigolets seront maintenues. Les médecins qui y étaient l'année dernière continueront à exercer leurs fonctions.

Le Dr. Choppin annonce de plus que les autorités militaires lui ont promis de transformer le fort Pike en station de quarantaine.

Sur motion du Dr Austin, le président a été autorisé à demander, dès que les circonstances l'exigeront, des policemen qui devront se tenir sur les trains du chemin de fer du Mobile pour annoncer au Bureau les cas de fièvre jaune.

Le Bureau s'est ajourné au 1er juin.

OFFICIEL.

Lois de l'Etat de la Louisiane.

PUBLIÉES PAR AUTORITÉ.

Session régulière de 1878.

No. 25] LOI

Pour amender et décréter de nouveau la clause deux mil six cent soixante-sept (2667) des Revised Statutes de 1870; pour abroger toutes les lois ou parties de lois contraires.

Clause 1.—Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, en assemblée, décrètent, Que quand deux ou plus de deux personnes, dont quelques unes ou toutes, sont mineures, ont des propriétés en commun, et quand une d'elles représente par un tuteur ou une tutrice si elle est mineure—pour opérer un partage avec le consentement d'une assemblée de famille convoquée, ainsi que le veut la loi, pour représenter le ou les personnes mineures, la dite propriété pourra être vendue, à l'amiable, pour le montant de l'évaluation. L'assemblée de famille devra faire l'évaluation et fixer les conditions de la vente; les procédures devront être homologuées par le juge de la cour d'épreuves de la paroisse dans laquelle résident les dites personnes mineures.

Clause 2.—Décrètent de plus, Que toutes les lois ou parties de lois contraires sont abrogées et que cette loi devra être mise à exécution à dater de son adoption.

(Signé) LOUIS BUSH,
Orateur de la Chambre des Représentants.
(Signé) LOUIS A. WILTZ,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 16 février 1878.
(Signé) FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme,
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No. 26] LOI

Pour punir la retention illégale, le transfert, la mutilation et la destruction d'archives publiques, de documents, livres ou écrits, et leur non livraison, par un fonctionnaire qui se retire, à celui qui entre en fonctions ou à une autre personne autorisée à les recevoir.

Clause 1.—Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, en assemblée, décrètent, Que chaque fonctionnaire de cet Etat, des paroisses et des villes de cet Etat, à l'expiration de ses fonctions, aussitôt après sa démission ou destitution, devra, sans délai, livrer à son successeur ou à une personne autorisée à les recevoir, tous les livres, archives, documents et écrits appartenant à son bureau, ou qui le mutilera, détruira ou enlèvera de la pièce ou du bureau où elle était d'habitude, devra, sur conviction, être emprisonné au pénitentiaire durant un an au moins et dix ans au plus. Cette clause s'applique également à toute personne qui, ayant les dits livres, archives, documents ou écrits, refusera de les livrer à la personne autorisée à les recevoir, les mutilera, détruira, entreprendra, ou aidera à les mutiler, les détruire ou les retenir.

Clause 3.—Décrètent de plus, Que cette loi devra être exécutée à dater de son adoption.

(Signé) LOUIS BUSH,
Orateur de la Chambre des Représentants.
(Signé) LOUIS A. WILTZ,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 16 février 1878,
(Signé) FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme,
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No. 30] LOI

Pourvoyant aux appels dans les causes criminelles, fixant le jour de renvoi de ces appels et limitant le temps dans lequel ces appels peuvent être accordés, pourvoyant à la gravité de ces appels à la Cour Suprême.

Clause 1.—Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, en assemblée, décrètent, Que dans toutes les causes criminelles où la sentence sera définitivement prononcée, aux cours du premier district judiciaire, dans le cours de la session durant laquelle la sentence sera définitivement prononcée, aux cours du premier district judiciaire dans les dix jours qui suivront celui où la sentence sera définitivement prononcée.

Clause 2.—Décrètent de plus, Que ces appels devront être suspensifs et qu'il ne devra être exigé aucun cautionnement du demandeur.

Clause 3.—Décrètent de plus, Que ces appels devront être décidés, dans les quatre jours de la fin de la session durant laquelle la sentence aura été prononcée, et que les appels qui ne seront pas jugés dans ce temps, seront considérés comme abandonnés, à moins que la Cour n'ait été empêchée de les juger par la force majeure, auquel cas ils devront être jugés à la session suivante.

Clause 4.—Décrètent de plus, Que les appels devront être décidés, dans les quatre jours de la fin de la session durant laquelle la sentence aura été prononcée, et que les appels qui ne seront pas jugés dans ce temps, seront considérés comme abandonnés, à moins que la Cour n'ait été empêchée de les juger par la force majeure, auquel cas ils devront être jugés à la session suivante.

Clause 5.—Décrètent de plus, Que la Cour devra être présidée à la Cour Suprême dans les dix jours qui suivront celui où l'ordre aura été accordé, quand la cour sera en séance, le jour fixé pour la présentation, et ces causes devront être décidées avant les autres—pourvu que si la cour n'est ajournée *sine die* à l'endroit où les appels devaient être présentés, le greffier de la cour devra, immédiatement, transmettre les dossiers et les mémoires accompagnant ces appels, à l'endroit où la Cour Suprême devra se réunir ensuite. Le tout devra être adressé au greffier de la cour du dit endroit, où les décisions devront être rendues; pourvu, de plus, que le juge de la cour dont les décrets auront été suivi ces appels pourra, si cela est nécessaire, fixer un autre endroit pour la présentation des appels, lorsqu'il croira que le changement hâtera la décision.

Clause 5.—Décrètent de plus, Que toutes les lois ou parties de lois contraires sont abrogées et que cette loi devra être exécutée à dater du 1er mars 1878.

(Signé) LOUIS BUSH,
Orateur de la Chambre des Représentants,
(Signé) LOUIS A. WILTZ,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 30 février 1878.
(Signé) FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme,
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No. 31.] LOI

Pour autoriser le Gouverneur à désigner une commission et la charger de s'entendre avec les autorités de l'Etat de l'Arkansas sur la formation d'un district de levées, distinct des autres, compris entre les terres d'alluvion situées au Sud de la rivière Arkansas, dans l'Etat de l'Arkansas, et la Rivière Rouge, dans l'Etat de la Louisiane.

Clause 1.—Décrètent de plus: Que la commission devra s'entendre sur le moyen de mettre à l'abri de l'inondation les terres de ce district de levées et de tracer les limites exactes de celui-ci; de créer un bureau de contrôle auquel il devra être donné plein pouvoir de parcourir toutes les terres qu'il pourra considération de levées et, qui devra être revêtu de tous les droits et privilèges nécessaires à cet effet; de créer un département de génie; de pourvoir au revenu par un impôt soit sur les propriétés, soit sur les produits, soit autrement; de pourvoir au moyen de percevoir et de dépenser l'impôt; d'aviser à tout ce qui leur semblera devoir atteindre le but désiré.

Clause 3. Décrètent de plus: Que le plan sur lequel la commission se sera accordé devra être soumis à la Législature de l'Etat de l'Arkansas et à celle de l'Etat de la Louisiane, à leur prochaine session.

Clause 4. Décrètent de plus: Que la somme de cinq cents piastres, ou autant qu'il faudra de cette somme est allouée; elle devra être prise sur le montant qui pourra se trouver dans le trésor et n'aura pas été affecté dans un autre but. Elle devra être appliquée aux dépenses des commissaires désignés en vertu de cette loi et qui n'auront droit qu'au montant des dépenses positives encourues dans l'accomplissement de leur mission. Ces dépenses devront être acquittées d'après les mandats des commissaires, mandats que devra accompagner un compte détaillé des frais.

Clause 5. Décrètent de plus: que cette loi devra être exécutée à dater de son adoption.

(Signé) LOUIS BUSH,
Orateur de la Chambre des Représentants.
(Signé) LOUIS A. WILTZ
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé, le 31 février 1878,
(Signé) FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur, de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme:
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

BULLETIN FINANCIER.

Jeudi soir, 2 Mai 1878.

Comptoir d'Echanges (Clearing House) de la Nouvelle-Orléans.

	Echanges.	Balances.
27 avril	$ 849 000 36	$125 500 09
29 avril	1 009 110 35	130 175 03
30 Avril	1 231 910 87	158 422 10
1 Mai	1 104 455 12	176 051 37
2 Mai	1 070 224 43	105 083 94
Jusqu'ici cette semaine	$5 264 701 13	$717,793 99
Même temps la semaine dernière	$5 930 052 03	$742 052 09
Total la semaine dernière	7 040 219 32	$952 121 27
Total la semaine précédente	7 347 614 96	$95,983 67

Le marché monétaire a encore été calme et facile. Les demandes d'escompte ont été rares aux banques et dans les rues. Les bills de commerce et les prêts reposant sur des garanties collatérales n'ont pas varié.

Les actions ont manqué d'acheteurs.

Les consolidés de l'Etat et les bons à prime se sont un peu fortifiés. Les premiers ont fermé à 76 3/4 à 77 contre 76 5/8 à 76 3/4, hier; les seconds, à 34 3/8 à 34 5/8 contre 34 3/8 à 34 1/2.

Les bons consolidés de la ville ont été cotés à 35 1/2, à 40 1/4.

Le scrip de la ville a été coté à 32 5/8 à 34 celui de 1874, à 32 à — celui de 1876 et de 1877; les certificats de police, de 1875, à — à 75; les mandats du levées à 27 à 80 3/4, les mandats de l'Etat, de 1778, recevables pour taxes, à 1/2 1/2 à —.

Nous continuons de coter les excellents billets de commerce à 7 à 8 pour cent par an, les Nos. 1 à 9 à 10, les Nos. 2 nominaux, les prêts reposant sur des garanties collatérales à 6 à 8, le papier hypothécaire No. 1 à 8 1/2 à 10, le No. 2 nominal.

L'or a ouvert à 100 1/2 à 100 3/4 contre 100 3/8 à New York, et fermé aux taux d'ouverture, sur les deux places.

Les ventes ont été de: $3000 à $100 5/8, $1500 et $4000 à 100 3/4.

Les seules opérations (annoncées) de sterling sont 1500 et 4000 livres, à 485 1/2. Dans les francs, 50,000 et 90,000, en change de commerce, à 5.16 7/8.

A la clôture, les traites sterling étaient cotées à 485 à 486 le commerce, ment et le clear No 1, — à 489 les traites des banques, — à 489 1/2 le taux des banques aux comptoirs; les francs, à 5.17 1/2 les traites de commerce.

Les *greenbacks* (annoncées) de change, à New York, sont cotés au lieu à 1/16 à 1/8 pour cent de prime.

Les banquiers et les banquiers ont continué de tirer des chèques sur New-York à 1/4 pour cent de prime, contre 3/8 hier. Le change de commerce, à vue, a été coté à 1/16 à 1/8 contre 1/8.

Ventes du Nouveau Orléans Stock Exchange.

1er appel à 10 heures A. M.

$15,000 Premium Bonds	$41 1/2
Entre le 1er et le 2d appel.	
13 actions Sun Mut'l Ins Co	$104 50
$45,000 State Consols	77—
25,000 Premium Bonds	34 3/8
10,000 do 8 1878	34 1/4
Entre le 2d et le 3ème appel.	
$20,000 Premium Bonds	$34 3/8

PRIX DES BESTIAUX.

Boeufs du Texas, nourris au maïs, de choix, par lb brute.	4 1/2@5 c
do 1re qualité	3 1/2@4
do 2e do	2 1/2@— c
do 3e do	—@— c
Boeufs du Texas, choix, par tête	$30 —@—
do 1re qualité	$25 —@—
do 2e do	$15 —@20
do 3e do	$10 —@12
Cochons, 1re qualité, par lb brute	3 1/2@4c
do 2e do	3 —@—
do 3e do	2 —@— c
Moutons, 1re qual., par tête	$ 4 00@$ 5 00
do 2e do	$ 3 00@$ 3 50
do 3e do	$ 2 00@$ 2 50
Vaches laitières, 1re qualité, par tête	$ 75 00@$90
Vaches laitières, 2me qualité, par tête	$40 00@$70
Vaches du Texas nues	$ 8 00@$ 9
Veaux, 1re qual. le tête	$ 7 00@$ —
do 2e do	$ 6 00@$ —
Veaux d'un an, 1re qualité, par tête	$11 00@$12
Veaux d'un an, 2e qual., par tête	$9 00@$10

DÉPÊCHES Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

FRANCE.

L'Ouverture de l'Exposition.

Paris, 1er mai, minuit.—Dans l'après-midi et le soir les boulevards étaient encombrés et la foule était si grande qu'il était à peu près impossible de circuler.

Quelques-uns des maisons dans tous les quartiers étaient décorées des drapeaux de toutes les nations. Le drapeau des Etats-Unis surtout se voyait presque partout. Le boulevard des Italiens et le boulevard des Capucines étaient brillamment éclairés avec des jets de gaz, des transparents et des lanternes chinoises.

Il est impossible de donner une idée de la cohue dans ces deux boulevards.

C'était comme une marée humaine sans cesse grossissant. Des bandes de jeunes gens et d'ouvriers arrivaient en chantant la Marseillaise et par moment on avait lieu de craindre quelque démonstration turbulente.

La foule était si immense que les visiteurs sortis en voitures ou à pied pour voir l'illumination, ont été forcés souvent de se réfugier dans l'embrasure des portes, des cafés et des hôtels, afin de n'être pas écrasés.

Il en résultait un mélange indescriptible de toutes les classes de la société.

Vers minuit, l'illumination ayant été éteinte la foule a commencé à se disperser.

Banquet donné à deux ambassadeurs américains.

Paris, 2 mai.—L'ex-gouverneur Noyes, l'ambassadeur américain, a donné aujourd'hui un banquet en l'honneur de Mr Bayart Taylor, récemment nommé ambassadeur en Allemagne, et de M. Walsh, l'ambassadeur des Etats-Unis en Angleterre.

AFFAIRES D'ORIENT.

Prochaine arrivée des troupes anglaises à Malte.

Lavalette, Malte, 2.—Le brigadier-général Keyes et le quartier maître général Adams sont arrivés ici p